

Front national et mémoire ouvrière

Parallèlement à un virage social en trompe-l'œil, le Front national s'est attelé à une profanation en règle de la mémoire ouvrière. Objectifs : contester la filiation de la gauche actuelle avec les luttes sociales passées, tout en se profilant comme le seul dépositaire de l'héritage de certaines de ses figures historiques majeures.

« *Georges Marchais réincarné* », titrait *Atlantico* au sujet des orientations socio-économiques du Front national (FN) depuis l'arrivée à sa tête de Marine Le Pen en 2011¹. Le très droitier périodique en ligne s'alarmait alors d'une rupture avec l'agenda ultralibéral historiquement porté par le FN de son père, Jean-Marie Le Pen. L'évocation de l'ancien secrétaire général du Parti communiste français (PCF), longtemps érigé en épouvantail suprême par la formation d'extrême droite prêterait à sourire, si elle ne reflétait pas une confusion idéologique plus globale, par ailleurs savamment entretenue par le parti nationaliste.

Cheval de bataille de la présidente du FN, la stratégie de dédramatisation s'est accompagnée d'un discours se voulant plus social. Parallèlement, l'UMP, voire certains sociaux-démocrates, continuaient à avancer des propositions nettement plus libérales, notamment en ce qui concerne l'âge légal de départ à la retraite ou la durée hebdomadaire de travail. Rien d'étonnant, dès lors, à ce que le souvenir des luttes sociales et de ceux qui les ont portés soit de plus en plus mobilisé par le « nouveau FN » pour défendre l'« honneur des travailleurs »²... qui contribue, ce faisant, à souiller leur mémoire.

Travestissement idéologique

C'est ainsi que différentes figures centrales du mouvement ouvrier ont été successivement mobilisées pour appuyer deux mantras nationalistes : l'attachement à l'État-Nation comme horizon indépassable et l'immigration comme menace pour les travailleurs français. « *Marx voterait aujourd'hui Le Pen* », expliquait ainsi en 2007 le polémiste Alain Soral, alors membre du bureau politique du FN, « *parti du peuple* » et porteur de l'« *esprit de la Commune* ». Pour l'animateur du site d'extrême droite « Égalité et Réconciliation », l'hostilité du FN à l'égard des migrants se justifie par le concept d'« armée industrielle de réserve », que l'auteur du *Capital* employait pour désigner le rôle des chômeurs dans la stagnation salariale. Deux ans plus tard, c'était au tour du socialiste Jean Jaurès d'apporter, bien malgré lui, son soutien aux frontistes lors des élections européennes de 2009. « *À celui qui n'a plus rien, la patrie est son seul bien* » pouvait-on lire sur l'affiche de campagne de Louis Aliot, affublé de la mention : « *Jaurès aurait voté Front national* ». La figure de Georges Marchais n'est pas en reste. Plusieurs prises de position du tribun en faveur d'un « *arrêt de l'immigration officielle et clandestine* » furent ainsi reproduites sur des tracts frontistes.

Aucune de ces tentatives du FN de s'arroger l'héritage de ces figures historiques de la Gauche ne résiste à l'analyse. Le parti procède en effet par un détournement de la pensée de ces dernières, dont les citations sont la plupart du temps tronquées ou sorties de leur contexte. Sur l'immigration, la référence à Marx est assez osée. Certes, dans l'un des rares textes consacrés aux travailleurs migrants, ce dernier considère effectivement l'arrivée de travailleurs issus des pays à la structure économique moins développée comme une stratégie patronale permettant de faire baisser les salaires. Mais les solutions qu'il propose sont aux antipodes du programme de déportations massives défendu, avec constance, par le FN. « *La politique de Marx a toujours été de faire échoir le fardeau des réformes économiques sur les épaules du capital et pas sur celle du travail.* » Note Martin Deleixhe, chercheur à l'Université catholique de Louvain. « *Il ne s'agit donc pas de renvoyer les migrants*

¹ Moinet, Jean-Philippe, « *Georges Marchais réincarné ? Comment Marine Le Pen transforme lentement mais sûrement le FN en Parti communiste version 70's* », 30 novembre 2014, atlantico.fr

² « *A Paris, le FN défile "en l'honneur des travailleurs"* », 1er mai 2011, lemonde.fr

chez eux, mais plutôt de contraindre, au moyen d'un rapport de force, le Capital à cesser de tirer avantage de la position privilégiée que lui offre la présence d'une telle armée de réserve. »³ C'est donc l'unité ouvrière, notamment à travers la syndicalisation et l'action collective, qui permettra de déjouer les manœuvres du grand patronat.

Jaurès complètera plus tard la réflexion sur ce sujet en théorisant, dans une perspective internationaliste, les réponses à adopter face aux tensions naissantes entre ouvriers nationaux et immigrés. Prenant le contre-pied des arguments nationalistes réclamant, déjà, l'expulsion des nouveaux arrivants, Jaurès prône au contraire l'égalité des droits comme rempart à l'effet déprimant de l'immigration sauvage sur les salaires et les conditions de travail des nationaux. « *La vraie solution serait de ne pas interdire ou de ne pas gêner l'émigration, mais d'établir un minimum de salaire* », explique-t-il ainsi dans les colonnes de L'Humanité du 8 janvier 1908⁴. Des décennies plus tard, Georges Marchais ne dira pas autre chose, malgré les tentatives actuelles du FN de faire du leader communiste un de ses énièmes soutiens d'outre-tombe. Ainsi, s'il s'oppose à la politique migratoire ségrégationniste mise en place par le gouvernement de droite sur demande du patronat, il ajoute aussitôt : « *[il ne s'agit pas de] chasser par la force les travailleurs immigrés déjà présents en France [...] Nous disons également : il faut donner aux travailleurs immigrés les mêmes droits sociaux qu'à leurs camarades français* ». Soit le contraire de la politique de l'emploi fondée sur la préférence nationale prônée par le FN, qui se traduirait par une augmentation drastique de la différence de traitement entre un salarié français et un salarié étranger et par un nivèlement vers le bas de la condition salariale⁵.

Le rapport aux acceptions de gauche de la Nation relève du même travestissement idéologique. La conception de la Patrie de Jaurès n'a que peu de choses en commun avec le sens que souhaitait lui donner le FN en le citant sur cette affiche de campagne de 2009, puis en le mobilisant lors du discours d'investiture de Marine Le Pen à la tête du parti en 2011. « *on doit souligner combien [Jaurès] associe une adhésion à la patrie à la perspective internationale et même internationaliste, de solidarité avec les opprimés et les persécutés, et de refus des frontières qui enferment les peuples dans le nationalisme et la peur de l'autre* », note ainsi l'historien Vincent Duclert⁶. La citation tronquée de Jaurès n'appelait d'ailleurs pas à l'abstraite « *fidélité aux valeurs de la patrie* »⁷ chère aux frontistes, mais exigeait au contraire de « *fortifier les obligations de la patrie envers les malheureux* » par la justice sociale⁸.

Des projets politiques antagonistes

Outre la méthode douteuse et la lecture volontairement erronée des propos tenus par des figures historiques de gauche comme Jaurès ou Marx, leur incompatibilité fondamentale avec le parti à la flamme tricolore tient à la nature de leurs projets politiques respectifs. C'est en effet la lutte des classes, fondée sur le conflit lié à l'accaparement des richesses produites entre travailleurs et détenteurs de capitaux, qui fonde la réflexion des penseurs socialistes. De l'universalité de ce conflit social dans les sociétés capitalistes découlent la solidarité

³ Entretien avec l'auteur.

⁴ Jaurès, Jean, "Par la Justice", L'Humanité, 8 janvier 1908.

⁵ Sapir, Jacques, "La préférence nationale et son impact sur les travailleurs français", 7 mai 2011, marianne.net

⁶ Licourt Julien, "Quand le Front national reprend Jaurès", 31 juillet 2014, figaro.fr

⁷ Galiero Emmanuel, "1er mai : Marine Le Pen déclare la guerre à «cette Europe»", 1er mai 2014, figaro.fr

⁸ Chamayou, Grégoire, "Marine Le Pen et la fausse citation de Jaurès", Libération, 21 janvier 2011

internationale, concrétisée par la célèbre exhortation du Manifeste du Parti communiste : « *prolétaires de tous les pays, unissez-vous* ».

Loin de cette approche, les mesures socio-économiques du FN allant à contre-courant de la doxa néolibérale sont, le plus clair du temps, justifiées au nom d'une conception immanente et essentialiste de la France. Les aspirations à la justice sociale, à l'égalité, ou encore au rôle protecteur de l'État ne seraient, pour le FN, qu'autant de spécificités françaises qu'il convient de protéger des offensives « mondialistes ». Rien d'étonnant, dès lors, à constater que les critiques de l'austérité par des figures clés du « Nouveau FN » s'accompagne d'ordinaire d'une parfaite compréhension de la politique de l'offre menée par Berlin. Dans un entretien accordé au Spiegel en mai 2014, la présidente du parti ne tarissait ainsi pas d'éloges pour la chancelière allemande Angela Merkel, « *un chef qui défend les intérêts de son pays* »⁹. Rien ne dit que les 7.8 millions de titulaires de mini-job à 450 € par mois, dont la généralisation est en partie responsable du niveau record de la pauvreté observé cette année en Allemagne, partagent cette même appréciation du sens de l'intérêt national de Mme Merkel¹⁰.

Acculé par sa frange viscéralement anticommuniste – qui, en réalité, en constitue le noyau historique –, le FN avait été contraint lever certaines ambiguïtés nées de son virage socialisant. « *L'État stratège que nous prônons n'a aucun rapport avec le collectivisme. Il s'agit de redonner à l'État les moyens d'agir (monnaie, frontières, budget...) selon une tradition française qui a fait ses preuves pendant des siècles* », déclarait ainsi récemment le Vice-président du FN, Louis Aliot, dans l'Hebdomadaire d'extrême droite « *Les 4 vérités* »¹¹. Et l'eurodéputé de clarifier le véritable sens du virage programmatique du parti : « *Notre souhait de conserver la retraite à 60 ans, la Sécurité sociale et les services publics ne relève pas d'un raisonnement gauchiste. Nous pensons simplement qu'il existe d'énormes sources d'économie (coût de l'immigration, de l'Union européenne, de la fraude...) et qu'il n'est pas nécessaire d'abaisser le niveau de protection sociale dans notre pays* ».

Pour le FN, c'est donc la seule existence d'économies prétendument réalisables à d'autres niveaux qui justifie de ne pas s'en prendre aux conquêtes sociales. A cet égard, l'absence de mention du coût du capital (c'est-à-dire des taux de marge exorbitants et improductifs désormais exigés par les actionnaires¹²) dans le listing des « *énormes sources d'économie* » en dit long sur sa bienveillance à l'égard de l'ordre établi : le modèle social ne devrait donc être épargné que jusqu'à l'épuisement des dites dépenses parasites, après quoi rien ne semble s'opposer à ce que la voracité capitaliste reprenne son libre cours.

Un héritage à se réapproprier

On le voit, les offensives mémorielles du FN sur les figures historiques du mouvement ouvrier ne constituent qu'une infime partie de ses entreprises visant à se réapproprier un électorat populaire démobilisé et de plus en plus délaissé par la social-démocratie. La grossièreté et la malhonnêteté intellectuelle de ces travestissements historiques n'en sont que d'autant plus interpellant pour la gauche socialiste actuellement au pouvoir.

Ainsi, les reniements de plus en plus assumés de cette dernière à l'égard du projet progressiste la conduisent souvent à dévoyer l'héritage de ses figures historiques. Au mieux, en réduisant leur portée révolutionnaire au profit d'une dimension essentiellement folklorique, comme l'ont révélé les commémorations pour le centenaire de

⁹ "Französische Rechtspopulistin: Le Pen warnt Kanzlerin vor "Explosion der EU"", 1er juin 2014, Spiegel.de

¹⁰ Lefebvre, Arnaud, "La pauvreté qui se cache derrière le miracle allemand", 6 février 2014, express.be

¹¹ Aliot, Louis, "Non, le programme du FN n'est pas marxiste !", 10 décembre 2014, les4verites.com

¹² Cordonnier, Laurent, "Coût du capital, la question qui change tout", Le Monde diplomatique, juillet 2013

la mort de Jean Jaurès. Au pire, en les reléguant aux oubliettes de l'histoire, ainsi que le proposait le Premier ministre Manuel Valls, lorsqu'il affirmait vouloir en finir avec une gauche passéiste « *qui s'attache à un passé révolu et nostalgique, hantée par le surmoi marxiste [...]* »¹³.

Pour le parti au pouvoir, ce rapport ambivalent à la mémoire historique des luttes et aux figures qui l'ont porté semble doublement regrettable. Celles-ci contiennent tout à la fois les ferments de refondation d'une gauche de gouvernement en mal de projet et les instruments pour démystifier le discours prétendument social du FN.

¹³ Croissandeau, Matthieu, Dély, Renaud et Fay, Sophie, "Il faut en finir avec la gauche passéiste", L'Obs, 23 octobre 2014